

Catalogne : et maintenant, place à la politique ?

ESPAGNE Des milliers de manifestants ont défilé à Barcelone lundi contre la violence

► Dans une Espagne choquée par les scènes de violence qui ont eu lieu dimanche en Catalogne lors du référendum d'autodétermination, les responsables politiques ont tenté hier de reprendre la main.

► La sortie de crise risque d'être longue et complexe.

Votes en faveur de l'indépendance : 2.020.144, soit plus de 90 % des suffrages exprimés. Le résultat du référendum d'autodétermination de la Catalogne suspendu par la justice espagnole a été annoncé dans la nuit de dimanche à lundi. Dans l'indiffé-

rence presque générale, après une journée de vote marquée par les irrégularités et par les violences policières qui ont fait des centaines de blessés en Catalogne.

A Barcelone, le président de la Generalitat Carles Puigdemont s'est engagé hier à créer une commission d'investigation sur les incidents qui se sont déroulés lors de la journée de vote, et il a demandé le départ des 10.000 policiers et gardes civils déployés par le gouvernement espagnol en Catalogne. C'est le seul moyen, a expliqué Puigdemont, pour qu'un climat « plus détendu » soit restauré.

A Madrid, le premier ministre conservateur Mariano Rajoy s'est lui entretenu avec les responsables du parti socialiste et du parti libéral Ciudadanos, les deux formations qui l'ont jusqu'à présent sou-

tenu dans son affrontement – judiciaire et policier – avec l'exécutif indépendantiste catalan. Le secrétaire général des socialistes, Pedro Sanchez, lui a réitéré son soutien dans la défense de la Constitution, mais il a exigé aussi de « rétablir sans délai » le dialogue avec Carles Puigdemont. Albert Rivera, le leader de Ciudadanos, a de son côté réclamé au chef du gouvernement la suspension de l'autonomie de la Catalogne, pour « faire respecter la légalité » dans cette région.

En Catalogne, où des concentrations et des manifestations de soutien aux personnes qui ont été blessées ont émaillé la journée, le contexte reste tendu. Une grève générale a été convoquée aujourd'hui par plusieurs syndicats minoritaires, des formations politiques et des associations indépendantistes. ■

GUILLAUME BONTOUX

scénarios Dialogue, retour aux urnes ou fuite en avant

BARCELONE
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Au lendemain des violences qui ont entaché la tenue du référendum catalan, les responsables politiques, à Madrid et à Barcelone, ont trois options sur la table. Décodage de chacune d'entre elles.

1 La fuite en avant indépendantiste. La loi sur le référendum adoptée début septembre par le Parlement catalan prévoit que les résultats de la consultation du 1^{er} octobre soient présentés aux députés régionaux, qui doivent ensuite se prononcer, dans les 48 heures, sur une déclaration unilatérale d'indépendance (DUI). Jusqu'à dimanche, le président du gouvernement Carles Puigdemont s'était refusé à envisager ce processus, une prudence qui s'expliquait notamment par le manque de garanties offertes par le référendum et sa difficile homologation au niveau international.

Les violences policières de dimanche et les pressions du secteur indépendantiste le plus radical – le parti d'extrême gauche Candidature d'Union Populaire (CUP) et les associations séparatistes – ont changé la donne. Dimanche soir, Puigdemont a promis de présenter les résultats aux députés « dans les prochains jours ». Cette décision ne fait pas l'unanimité parmi les indépendantistes modérés. Elle représente la rupture totale et forcément unilatérale avec l'Espagne, à l'issue d'un référendum suspendu par la justice – tout comme la loi qui

l'organise – et discutable dans son déroulement.

Il s'agirait en tout cas d'une fuite en avant des indépendantistes, dans laquelle Puigdemont s'est quand même réservé une porte de sortie : si elle y ressemble fort, la déclaration n'est pas une proclamation d'indépendance. Celle-ci ne pourrait intervenir que dans quelques mois, ce qui laisserait une fenêtre de dialogue avec Madrid. On imagine cependant mal les autorités espagnoles le laisser faire, alors qu'elles dis-

posent du « bouton nucléaire » : l'Article 155 de la Constitution, qui prévoit que le gouvernement peut « par un vote à la majorité absolue au Sénat, adopter toutes les mesures nécessaires pour obliger une région à respecter la loi et l'intérêt général » du pays. Autrement dit, le gouvernement central a les moyens de suspendre l'autonomie de la Catalogne et ses dirigeants par un simple vote au Sénat. Ça tombe bien pour Mariano Rajoy : son Parti Populaire y dispose de la majorité absolue.

2 Le dialogue puis des réformes. De nombreux dirigeants internationaux et sans doute une majorité de citoyens espagnols le réclament depuis dimanche, certains depuis beaucoup plus longtemps : il faut rouvrir le dialogue entre les autorités espagnoles et catalanes. Les socialistes (PSOE) aussi ont lancé un appel dans ce sens. Reste une

question essentielle : pour parler de quoi ? Cela fait des mois que Mariano Rajoy à Madrid et Carles Puigdemont à Barcelone se disent ouverts au dialogue et rien ne s'est passé. Et pour cause : Rajoy est prêt à parler de tout, sauf du référendum, Puigdemont accepte de débattre de tous les sujets, à condition qu'on laisse les Catalans voter.

Si aucun des deux ne fait de geste dans les prochains jours ou les prochaines semaines, le dialogue est forcément voué à l'échec. Il sera de toute manière très compliqué car avant même le référendum, l'exécutif conservateur a assuré qu'il ne considérerait plus Puigdemont et son numéro deux Oriol Junqueras comme « des interlocuteurs valides » pour résoudre la crise catalane. Dimanche soir, Mariano Rajoy a pourtant convié leurs formations, le Parti Démocratique de Catalogne (PdeCat) de Puigdemont et la Gauche Républicaine Catalane (ERC) pour Junqueras, à une réunion « de toutes les formations représentées au Congrès des Députés de Madrid » pour aborder la situation.

Le Congrès est peut-être le seul endroit où le dialogue entre séparatistes et conservateurs est encore possible. Il devra toutefois s'inscrire dans un cadre plus large. La crise en Catalogne a montré les limites d'un modèle politique et d'une organisation territoriale établie par la Constitution de 1978, et les partis qui réclament une réforme constitution-

nelle sont majoritaires. Le parti socialiste, les antilibéraux de Podemos, les centristes de Ciudadanos et les nationalistes basques et catalans : tous, pour diverses raisons, souhaitent une révision du texte constitutionnel. S'ils réussissent à rallier les conservateurs de Rajoy à leur cause, ce qui n'est pas gagné, ces formations devront ensuite se mettre d'accord sur les changements à opérer. Ce sera compliqué, et sans doute très long.

3 Une nouvelle bataille électorale. Et si la solution à la crise déclenchée par le référendum en Catalogne passait par les urnes ? Pour les centristes libéraux de Ciudadanos, alliés du Parti Populaire de

Rajoy à Madrid et première force d'opposition en Catalogne, c'est une évidence. Dimanche soir, leur leader Albert Rivera a demandé à Carles Puigdemont « d'en finir avec cette folie » et de convo-

quer « *des élections anticipées, de vraies élections cette fois, en Catalogne* ». Le reste des formations en Catalogne, socialistes, antilibéraux et conservateurs sont également favorables à ce scénario, mais le gouvernement indépendantiste de Carles Puigdemont n'a pas l'intention de dissoudre le Parlement pour l'instant.

« *Ce n'est pas une hypothèse sur laquelle nous travaillons* » expliquait son numéro deux Oriol Junqueras dans une interview publiée par le journal catalan *El Periodico* samedi matin. Malgré le dynamisme acquis par l'indépendantisme ces derniers jours, les séparatistes prendraient des risques en convoquant un scrutin régional. En septembre 2015, ils avaient déjà convoqué des élections anticipées, qu'ils avaient alors qualifiées de « plébiscitaires », en promettant d'obtenir l'indépendance s'ils s'imposaient.

Rejouer la même partition trois ans plus tard serait un aveu d'échec et forcément mal perçu par leurs électeurs.

Le problème des indépendantistes est qu'ils n'auront peut-être pas le choix. Si le gouvernement décide de suspendre l'autonomie et le gouvernement de la Catalogne (cf. scénario 1), un nouveau scrutin régional s'imposera. Un autre danger guette l'Exécutif séparatiste : sa majorité absolue au Parlement régional repose sur le parti d'extrême gauche de la CUP (Candidature d'Unité Populaire), qui veut rompre le plus rapidement possible avec l'Espagne. Si Carles Puigdemont décide finalement de rétablir le dialogue avec Madrid, il pourra se mettre à dos les députés de la CUP et donc se retrouver en minorité à l'Assemblée régionale... où l'attend une motion de censure contre son gouvernement déposée par les centristes de Ciudadanos. ■

G. Bx